



## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

### ARRETE TEMPORAIRE REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT RUE DES OUCHES

DEPARTEMENT  
DU VAL D'OISE

ARRONDISSEMENT

DE  
SARCELLES

CANTON  
DE  
DEUIL LA BARRE

#### ARRETE N°ST/NF 2020 - 106

Le Maire de la Ville de GROSLAY,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu la loi du 5 avril 1884, notamment l'article 97,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2213-2,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu les dispositions du Code de la Route en vigueur,

Vu la circulaire gouvernementale du 4 avril 2020 relative à la continuité de l'activité pour les entreprises du bâtiment et des travaux publics,

Vu le Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de Coronavirus COVID-19,

Vu la demande de l'**entreprise CRTPB pour le compte d'ENEDIS**,

**CONSIDERANT** que les travaux de création de branchement électrique souterrain au droit du 5 rue des Ouches à GROSLAY ne permettent pas d'assurer la circulation et le stationnement des véhicules sans risque d'accident et qu'il convient de sauvegarder la sécurité publique,

#### ARRETE

**Du jeudi 1<sup>er</sup> octobre au vendredi 23 octobre 2020**

→Rue des Ouches.

#### **ARTICLE 1 :**

- Le stationnement sera interdit à tous véhicules du n°6 rue des Ouches jusqu'à la rue Thiers, **du jeudi 1<sup>er</sup> octobre au vendredi 23 octobre inclus, de 8 h 00 à 17 h 00**,
- Les travaux seront réalisés par demi-chaussée, afin de maintenir impérativement la circulation,
- La circulation sera régulée par un alternat de feux tricolores,
- La circulation sera limitée à 30 km/heure.

**Tout véhicule en stationnement sera considéré comme gênant et fera l'objet d'une demande d'enlèvement.**

**ARTICLE 2 :** L'entreprise CRTPB affichera le présent arrêté 48 h avant les travaux précisant l'objet du chantier, les dates et heures d'interventions, en complément de la signalisation de police, sur les différentes zones d'intervention.

**ARTICLE 3 :** L'entreprise CRTPB prendra toutes les mesures nécessaires de sécurité pour permettre l'accès des véhicules des riverains au droit de leur propriété ainsi que l'accès aux véhicules d'urgence et de services publics (pose de garde-fous, de barrières de sécurité, de lampes et banderoles, etc.).

**ARTICLE 4 :** La sécurité des usagers et des piétons sera assurée par un barriérage ou un balisage complété par une signalisation adaptée (cheminement des piétons maintenu ou dévié). Les panneaux indiquant la réglementation à appliquer seront mis en place et entretenus par les entreprises effectuant les travaux.

## VILLE DE GROSLAY

---

**ARTICLE 5** : La signalisation de restriction et de déviation du chantier sera conforme aux prescriptions des manuels du chef du chantier et définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie), approuvée par arrêté interministériel du 15 juillet 1974 et modifié par décrets des 5 et 6 novembre 1992.

Elle sera mise en place par l'entreprise CRTPB – 6 avenue des Verriers – 02600 VILLIERS COTTERETS.

**ARTICLE 6** : L'entreprise CRTPB se chargera, en cas de nécessité, de déposer et reposer le mobilier urbain sur trottoir (arrêt de bus, potelets, barrières...) au droit du chantier.

**ARTICLE 7** : En conformité avec le code du travail, en cas de présence d'amiante ou d'HAP lors de la réalisation des travaux, l'entreprise devra en informer le maître d'ouvrage le plus rapidement possible et mettre en place toutes les mesures nécessaires de protection, de signalisation, d'information et de surveillance vis-à-vis des travailleurs ainsi que l'environnement de l'opération.

Lorsque la valeur limite d'exposition n'est plus garantie, le chantier devra être suspendu sans délai et l'entreprise mettra en place les mesures correctrices pour y remédier.

Les déchets devront être évacués et traités conformément à la réglementation en vigueur.

L'entreprise devra pouvoir justifier à première demande des certifications l'autorisant à intervenir pour ce type de travaux.

**ARTICLE 8** : La réfection définitive de la voie publique et la reprise du marquage horizontal sur l'emprise impactée par les travaux devront être obligatoirement réalisées à l'identique de l'existant avant la date de fin de validité du présent arrêté.

En cas d'inexécution au terme du délai d'un mois, un procès-verbal sera dressé à l'encontre de la société et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**ARTICLE 9** : Les services de police seront habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires et complémentaires au présent arrêté afin de garantir la sécurité du public et le bon déroulement des travaux, notamment en ce qui concerne les véhicules stationnés en infraction, aux heures et lieux indiqués par ce dernier qui pourront être enlevés aux risques et frais imputés à leurs propriétaires (article R 417-10 § II 10° du Code de la Route qui prévoit et réprime le stationnement gênant).

**ARTICLE 10 :**

- Monsieur le Maire de la ville de Groslay,
- Madame le Commissaire de Police d'Enghien-les-Bains,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Directrice des Services Techniques,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**RENDU EXECUTOIRE le 01/10/2020**

  
Marc CLOUET  
Premier Maire Adjoint  
en charge de l'Urbanisme, des Travaux  
et du Développement Durable

Fait à Groslay, le 08/09/2020

  
Marc CLOUET  
Premier Maire Adjoint  
En charge de l'Urbanisme, des Travaux  
et du Développement Durable

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.